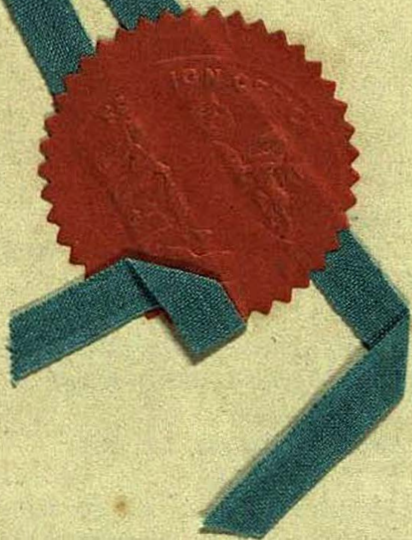


M. 275



CONVENTION  
CREANT UNE ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE



LES GOUVERNEMENTS DES ETATS  
PARTIES A LA PRESENTE CONVENTION

AU NOM DE LEURS PEUPLES

DECLARENT

que, les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix ;

que l'incompréhension mutuelle des peuples a toujours été, au cours de l'histoire, à l'origine de la suspicion et de la méfiance entre nations par où leurs désaccords ont trop souvent dégénéré en guerre ;

que la grande et terrible guerre qui vient de finir a été rendue possible par le reniement de l'idéal démocratique de dignité, d'égalité et de respect de la personne humaine et par la volonté de lui substituer, en exploitant l'ignorance et le préjugé, le dogme de l'inégalité des races et des hommes ;

que, la dignité de l'homme exigeant la diffusion de la culture et l'éducation de tous en vue de la justice, de la liberté et de la paix, il y a là, pour toutes les nations, des devoirs sacrés à remplir dans un esprit de mutuelle assistance ;

qu'une paix fondée sur les seuls accords économiques et politiques des Gouvernements ne saurait entraîner l'adhésion unanime, durable et sincère des peuples et que, par conséquent, cette paix doit être établie sur le fondement de la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité.

POUR CES MOTIFS

les Etats signataires de cette Convention, résolus à assurer à tous le plein et égal accès à l'éducation, la libre poursuite de la vérité objective et le libre échange des idées et des connaissances, décident de développer et de multiplier les relations entre leurs peuples, en vue de se mieux comprendre et d'acquérir une connaissance plus précise et plus vraie de leurs coutumes respectives.

EN CONSEQUENCE

ils créent par les présentes l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture afin d'atteindre graduellement, par la coopération des Nations du monde dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture, les buts de paix internationale et de prospérité commune de l'humanité en vue desquels l'Organisation des Nations Unies a été constituée, et que sa Charte proclame.



## ARTICLE I

### Buts et Fonctions

1. L'Organisation se propose de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité en resserrant, par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre nations, afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, que la Charte des Nations Unies reconnaît à tous les peuples.

2. A ces fins, l'Organisation :

a) favorise la connaissance et la compréhension mutuelle des nations en prêtant son concours aux organes d'information des masses ; elle recommande à cet effet tels accords internationaux qu'elle juge utiles pour faciliter la libre circulation des idées, par le mot et par l'image ;

b) imprime une impulsion vigoureuse à l'éducation populaire et à la diffusion de la culture :

en collaborant avec les Etats Membres qui le désirent pour les aider à développer leur action éducatrice ;

en instituant la collaboration des nations afin de réaliser graduellement l'idéal d'une chance égale d'éducation pour tous, sans distinction de race, de sexe ni d'aucune condition économique ou sociale ;

en suggérant des méthodes d'éducation convenables pour préparer les enfants du monde entier aux responsabilités de l'homme libre ;

c) aide au maintien, à l'avancement et à la diffusion du savoir :

en veillant à la conservation et protection du patrimoine universel de livres, d'oeuvres d'art et d'autres monuments d'intérêt historique ou scientifique, et en recommandant aux peuples intéressés des conventions internationales à cet effet ;

en encourageant la coopération entre nations dans toutes les branches de l'activité intellectuelle, l'échange international de représentants de l'éducation, de la science et de la culture ainsi que celui de publications, d'oeuvres d'art, de matériel de laboratoire et de toute documentation utile ;

en facilitant par des méthodes de coopération internationale appropriées l'accès de tous les peuples à ce que chacun d'eux publie.

3. Soucieuse d'assurer aux Etats Membres de la présente Organisation l'indépendance, l'intégrité et la féconde diversité de leurs cultures et de leurs systèmes d'éducation, l'Organisation s'interdit d'intervenir en aucune matière relevant essentiellement de leur juridiction intérieure.



## ARTICLE II

### Membres.

1. Les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies possèdent le droit de faire partie de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture .
2. Sous réserve des termes de l'accord à intervenir entre la présente Organisation et l'Organisation des Nations Unies, approuvé conformément à l'Article X de la présente Convention, les Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies peuvent être admis comme membres de l'Organisation sur recommandation du Conseil Exécutif, par la Conférence Générale votant à la majorité des deux tiers.
3. Les Etats membres de l'Organisation suspendus de l'exercice de leurs droits et privilèges de membres de l'Organisation des Nations Unies, seront sur la demande de cette dernière suspendus des droits et privilèges inhérents à la qualité de membre.
4. Les Etats membres de l'Organisation cessent ipso facto d'en être membres s'ils sont exclus de l'Organisation des Nations Unies.

## ARTICLE III

### Organes.

L'Organisation comprend une Conférence générale, un Conseil exécutif et un Secrétariat.

## ARTICLE IV.

### La Conférence générale.

#### A. Composition.

1.- La Conférence générale se compose des représentants des Etats membres de l'Organisation. Le Gouvernement de chaque Etat Membre nomme au plus cinq représentants choisis après consultation avec le Comité National, s'il en existe, ou avec les institutions et corps éducatifs, scientifiques et culturels.

#### B. Fonctions.

2.- La Conférence générale détermine l'orientation et la ligne de conduite générale de l'Organisation. Elle se prononce sur les programmes établis par le Conseil exécutif.

3.- La Conférence générale convoque, s'il y a lieu, des conférences internationales sur l'éducation, les sciences, les humanités et la diffusion du savoir .



4.- Quand elle se prononce pour l'adoption de projets à soumettre aux Etats Membres, la Conférence générale doit distinguer entre les recommandations aux Etats Membres et les conventions internationales à ratifier par les Etats Membres. Dans le premier cas, la majorité simple suffit; dans le second, une majorité des deux tiers est requise. Chacun des Etats Membres soumettra les recommandations ou conventions aux autorités nationales compétentes dans le délai d'un an à partir de la clôture de la session de la Conférence générale au cours de laquelle elles auront été adoptées.

5.- La Conférence générale conseille l'Organisation des Nations Unies sur les aspects éducatifs, scientifiques et culturels des questions intéressant les Nations Unies, dans les conditions et suivant la procédure qui auront été adoptées par les autorités compétentes des deux Organisations.

6.- La Conférence générale reçoit et examine les rapports qui lui sont soumis périodiquement par les Etats Membres, conformément à l'Article VIII.

7.- La Conférence générale élit les membres du Conseil exécutif; elle nomme le Directeur Général sur présentation du Conseil exécutif.

#### C. Vote.

8.- Chaque Etat Membre dispose d'une voix à la Conférence générale. Les décisions sont prises à la majorité simple, sauf dans les cas où les dispositions de la présente Convention exigent une majorité des deux tiers. Par majorité, il faut entendre la majorité des membres présents et votant.

#### D. Procédure.

9.- La Conférence générale se réunit chaque année en session ordinaire; elle peut se réunir en session extraordinaire sur convocation du Conseil exécutif. Au cours de chaque session la Conférence fixe le siège de la session suivante; ce siège change chaque année.

10.- La Conférence générale, à chaque session, élit son président et son bureau et adopte son règlement intérieur.

11.- La Conférence générale crée les commissions tant spéciales que techniques et autres organismes subsidiaires qui peuvent être nécessaires à l'exécution de sa tâche.

12.- Des dispositions seront prises pour que le public puisse assister aux délibérations, sous réserve des dispositions du règlement intérieur.

#### E. Observateurs.

13.- La Conférence générale, votant à la majorité des deux tiers, sur la recommandation du Conseil exécutif, et sous réserve du règlement intérieur, peut inviter comme observateurs à des sessions déterminées de la Conférence ou de ses commissions, des représentants d'organisations internationales, notamment de celles qui sont visées à l'article XI, paragraphe 4.



## ARTICLE V

### Conseil exécutif.

#### A. Composition.

1.- Le Conseil exécutif est composé de dix huit membres élus par la Conférence générale parmi les délégués nommés par les Etats Membres ainsi que du Président de la Conférence qui siège ès-qualité avec voix consultative.

2.- En procédant à l'élection des membres du Conseil exécutif, la Conférence générale s'efforcera d'y faire figurer des personnalités compétentes dans le domaine des arts, des lettres, des sciences, de l'éducation et de la diffusion de la pensée, et ayant l'expérience et la compétence nécessaires pour remplir les fonctions administratives et exécutives qui incombent au Conseil. Elle tiendra compte également de la diversité des cultures et d'une répartition géographique équitable. Il ne pourra jamais y avoir en même temps au Conseil exécutif plus d'un ressortissant d'un même Etat Membre, le Président de la Conférence n'entrant pas en compte .

3.- Les membres élus du Conseil exécutif conservent leurs fonctions pendant une durée de trois ans ; ils sont immédiatement rééligibles pour un second mandat, mais ils ne peuvent siéger plus de deux termes consécutifs. A la première élection, dix huit membres seront élus parmi lesquels un tiers se retirera à l'expiration de la première année de mandat et un tiers à l'expiration de la deuxième, l'ordre de sortie étant déterminé par tirage au sort immédiatement après l'élection. Par la suite, six membres seront élus chaque année .

4.- En cas de décès ou de démission d'un des membres, le Conseil exécutif désigne parmi les délégués de l'Etat Membre intéressé, un suppléant qui siégera jusqu'à la plus prochaine session de la Conférence générale, laquelle élira un titulaire pour la portion du mandat restant à courir .

#### B. Fonctions.

5.- Le Conseil exécutif, agissant sous l'autorité de la Conférence générale, est responsable devant elle de l'exécution du programme adopté par la Conférence. Il prépare l'ordre du jour des réunions de la Conférence et le programme de travail qui est soumis à celle-ci.

6.- Le Conseil exécutif recommande à la Conférence générale l'admission de nouveaux Membres dans l'Organisation.

7.- Sous réserve des décisions de la Conférence générale, le Conseil exécutif établit son règlement intérieur. Il élit, parmi ses membres, son bureau.

8.- Le Conseil exécutif se réunit en session ordinaire au moins deux fois par an ; il peut se réunir en session extraordinaire sur convocation de son Président à l'initiative de celui-ci, ou à la demande de six membres du Conseil.



9.- Le Président du Conseil exécutif présente à la Conférence générale, avec ou sans commentaires, le rapport annuel du Directeur Général sur l'activité de l'Organisation, préalablement soumis au Conseil.

10.- Le Conseil exécutif prend toutes dispositions utiles pour consulter les représentants des organismes internationaux ou les personnalités qualifiées qui s'occupent de questions relevant de sa compétence.

11.- Les membres du Conseil exécutif exercent les pouvoirs qui leur sont délégués par la Conférence générale, au nom de la Conférence tout entière et non comme représentants de leurs gouvernements respectifs.

## ARTICLE VI

### Secrétariat.

1.- Le Secrétariat se compose d'un Directeur Général et du personnel reconnu nécessaire.

2.- Le Directeur Général est proposé par le Conseil exécutif et nommé par la Conférence générale pour une période de six ans, aux conditions qui seront approuvées par la Conférence. Sa nomination est renouvelable. Le Directeur Général est le plus haut fonctionnaire de l'Organisation.

3.- Le Directeur Général ou, à son défaut, le remplaçant qu'il aura désigné, prend part, sans droit de vote, à toutes les réunions de la Conférence générale, du Conseil exécutif et des commissions de l'Organisation. Il formule des propositions en vue des mesures à prendre par la Conférence et le Conseil.

4.- Le Directeur Général nomme le personnel du Secrétariat conformément au statut du personnel qui devra être soumis à l'approbation de la Conférence générale. Sous réserve de réunir les plus hautes qualités d'intégrité, d'efficacité et de compétence technique, le personnel devra être recruté sur une base géographique aussi large que possible.

5.- Les responsabilités du Directeur Général et du personnel ont un caractère exclusivement international. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne demanderont ni ne recevront d'instructions d'aucun Gouvernement ni d'aucune autorité étrangère à l'Organisation. Ils s'abstiendront de tout acte de nature à compromettre leur situation de fonctionnaires internationaux. Tous les Etats Membres de l'Organisation s'engagent à respecter le caractère international des fonctions du Directeur Général et du personnel et à ne pas chercher à les influencer dans l'accomplissement de leur tâche.

6.- Aucune des dispositions de cet article ne saurait empêcher l'Organisation de passer, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, des accords spéciaux pour la constitution de services communs et le recrutement de personnel commun ainsi que pour l'échange de personnel.

## ARTICLE VII

### Comités nationaux de coopération.

1.- Chaque Etat Membre prendra les dispositions appropriées à sa situation particulière pour associer aux travaux de l'Organisation les principaux groupes nationaux qui s'intéressent aux problèmes d'éducation, de recherche scientifique et de culture, de préférence en constituant une Commission nationale où seront représentés le Gouvernement et ces différents groupes.

2.- Dans les pays où il en existe les Commissions nationales ou les organismes nationaux de coopération remplissent un rôle consultatif auprès de leur Délégation nationale à la Conférence générale et auprès de leur Gouvernement pour tous les problèmes se rapportant à l'Organisation. Ils jouent le rôle d'organe de liaison pour toutes les questions qui intéressent l'Organisation.



3.- Sur la demande d'un Etat Membre, l'Organisation peut déléguer, à titre temporaire ou permanent, auprès de la Commission nationale de cet Etat, un membre de son Secrétariat pour collaborer aux travaux de cette Commission.

#### ARTICLE VIII

##### Présentation de rapports par les Etats Membres .

Chaque Etat Membre adresse à l'Organisation un rapport périodique, sous la forme que déterminera la Conférence générale, sur les lois, règlements et statistiques relatifs à ses institutions et à son activité dans l'ordre de l'éducation, de la science et de la culture ainsi que sur la suite donnée aux recommandations et conventions visées à l'article IV, paragraphe 4.

#### ARTICLE IX

##### Budget.

1.- Le budget est administré par l'Organisation.

2.- La Conférence générale approuve définitivement le budget et fixe la participation financière de chacun des Etats Membres, sous réserve des dispositions qui pourront être prévues en cette matière par la convention conclue avec l'Organisation des Nations Unies conformément à l'article X de la présente Convention.

3.- Le Directeur Général peut, avec l'approbation du Conseil exécutif, recevoir directement tous dons, legs et subventions provenant de Gouvernements, d'institutions publiques ou privées, d'associations ou de particuliers.

#### ARTICLE X

##### Relations avec l'Organisation des Nations Unies.

L'Organisation sera reliée, dès que possible, à l'Organisation des Nations Unies. Elle en constituera l'une des institutions spécialisées prévues à l'article 57 de la Charte des Nations Unies. Ces relations feront l'objet d'un accord avec l'Organisation des Nations Unies conformément aux dispositions de l'article 63 de la Charte. Cet accord sera soumis, pour approbation, à la Conférence Générale de la présente Organisation. Il devra fournir les moyens d'établir une coopération effective entre les deux organisations, dans la poursuite de leurs fins communes. Il consacrera, en même temps, l'autonomie de l'Organisation dans le domaine de sa compétence particulière, tel qu'il est défini dans la présente Convention. Cet accord pourra notamment contenir toutes dispositions concernant l'approbation du budget et le financement de l'Organisation par l'Assemblée générale des Nations Unies.

#### ARTICLE XI

##### Relations avec d'autres organisations et institutions internationales spécialisées.

1.- L'Organisation peut coopérer avec d'autres organisations et institutions intergouvernementales spécialisées, dont les tâches et activités



sont en harmonie avec les siennes. A cet effet, le Directeur Général peut, sous la haute autorité du Conseil exécutif, établir des relations effectives avec ces organisations et institutions et constituer les commissions mixtes jugées nécessaires pour assurer une coopération efficace. Tout accord passé avec ces organisations ou institutions spécialisées sera soumis à l'approbation du Conseil exécutif.

2.- Toutes les fois que la Conférence générale et les autorités compétentes de toute autre organisation ou institution intergouvernementale spécialisée poursuivant des activités et des objectifs analogues, jugeront souhaitable de transférer à l'Organisation les ressources et fonctions de ladite organisation ou institution, le Directeur Général pourra, sous réserve de l'approbation de la Conférence, conclure, à la satisfaction des deux parties, les accords nécessaires .

3.- L'Organisation peut, d'un commun accord avec d'autres organisations intergouvernementales, prendre des dispositions appropriées pour s'assurer une représentation à leurs réunions respectives.

4.- L'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture peut prendre toutes dispositions utiles pour faciliter les consultations et assurer la coopération avec les organisations internationales privées s'occupant de questions qui entrent dans son domaine. Elle peut les inviter à entreprendre certaines tâches déterminées rentrant dans leur compétence. Cette coopération peut également prendre la forme d'une participation appropriée de représentants desdites organisations aux travaux de comités consultatifs créés par la Conférence générale.

## ARTICLE XII

### Statut juridique de l'Organisation.

Les dispositions des Articles 104 et 105 de la Charte de l'Organisation des Nations Unies relatives au statut juridique de cette Organisation, à ses privilèges et immunités, s'appliquent également à la présente organisation.

## ARTICLE XIII

### Amendements.

1.- Les projets d'amendements à la présente Convention prendront effet lorsqu'ils auront été adoptés par la Conférence générale à la majorité des deux tiers ; néanmoins, les amendements entraînant des modifications fondamentales dans les buts de l'Organisation ou des obligations nouvelles pour les Etats Membres, devront être ensuite acceptés par les deux tiers des Etats Membres avant d'entrer en vigueur. Le texte des projets d'amendements sera communiqué aux Etats Membres par le Directeur Général six mois au moins avant d'être soumis à l'examen de la Conférence générale.

2.- La Conférence générale aura pouvoir d'adopter à la majorité des deux tiers un règlement en vue de l'application des dispositions du présent article.



#### ARTICLE XIV

##### Interprétation.

1.- Les textes anglais et français de la présente Convention font également foi.

2.- Toutes questions et tous différends relatifs à l'interprétation de la présente Convention seront soumis pour décision à la Cour Internationale de Justice ou à un tribunal arbitral, selon ce que décidera la Conférence générale conformément à son règlement intérieur.

#### ARTICLE XV

##### Entrée en vigueur.

1.- La présente Convention sera soumise à acceptation. Les instruments d'acceptation seront déposés auprès du Gouvernement du Royaume-Uni.

2.- La présente Convention sera déposée dans les archives du Gouvernement du Royaume-Uni où elle restera ouverte à la signature. Les signatures pourront être apposées avant ou après le dépôt des instruments d'acceptation. L'acceptation ne sera valable que si elle est précédée ou suivie d'une signature.

3.- La présente Convention entrera en vigueur lorsqu'elle aura été acceptée par vingt de ses signataires. Les acceptations ultérieures prendront effet immédiatement.

4.- Le Gouvernement du Royaume-Uni notifiera à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies la réception de tous les instruments d'acceptation et la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément au paragraphe précédent.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention dans les langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi.

Fait à Londres, le seize Novembre 1945, en un seul exemplaire dans les langues anglaise et française. Des copies dûment certifiées conformes seront remises par le Gouvernement du Royaume-Uni aux Gouvernements de tous les Etats membres des Nations Unies.



REPUBLIQUE ARGENTINE

CONRADO TRAVERSO

AUSTRALIE

BELGIQUE

A. BUISSERET

BOLIVIE

C. SALAMANCA

BRESIL

MONIZ DE ARAGAO

REPUBLIQUE SOVIETIQUE SOCIALISTE DE BIÉLORUSSIE

CANADA

VINCENT MASSEY

CHILI

FRANCISCO WALKER LINARES

CHINE

HU SHIH



COLOMBIE

J.J. ARANGO

COSTA RICA

CUBA

LUIS MARINO PEREZ

TCHÉCOSLOVAQUIE

JAN OPOCENSKY

DANEMARK

ALB. MICHELSEN

REPUBLIQUE DOMINICAINE

A. PASTORIZA

EQUATEUR

ALB. PUIG

EGYPTE

A. FATTAH AH. AMR

SALVADOR

ETHIOPIE



FRANCE

GRECE

TH. AGHNIDES

GUATEMALA

M. GALICH

HAITI

LEON LALEAU

HCNDURAS

INDE

JOHN SARGENT

IRAN

A.A. HEKMAT

IRAK

NAJI AL ASIL

LIBAN

CAMILLE CHAMOUN



LIBERIA

J.W. PEARSON

LUXEMBOURG

A. ALS

MEXIQUE

J. T. BODET

PAYS-BAS

V.D. LEEUW

NOUVELLE-ZELANDE

NICARAGUA

ERNESTO SELVA

NORVEGE

NILS HJELMTVEIT

PANAMA

E.A. MORALES

PARAGUAY



PEROU

E. LETTS

PHILIPPINES

MAXIMO M. KALAW

POLOGNE

BERNARD DRZEWIESKI

ARABIE SAOUDITE

HAFIZ WAHBA

SYRIE

N. ARMANAZI

TURQUIE

••  
YUCEL

REPUBLIQUE SOVIETIQUE SOCIALISTE D'UKRAINE

UNION SUD AFRICAINE

G. HEATON NICHOLLS

UNION DES REPUBLIQUES SOVIETIQUES SOCIALISTES



ROYAUME-UNI DE GRANDE BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

ELLEN WILKINSON

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

URUGUAY

R.E. MACEACHEN

VENEZUELA

A. RODRIGUEZ AZPURUA

YUGOSLAVIE

DR. LJUBO LEONTIC

**Certified a true copy!**



*W. H. Bigg*

**LONDON.**

*acting* Librarian and Keeper of the  
**31 JAN 1946** Papers at the Foreign Office.



**El infrascrito, Traductor Oficial del Ministerio  
de Relaciones Exteriores y Culto,**

**Certifica:** que el texto del documento adjunto, es una traducción debidamente cotejada y hallada conforme con el original, que en idioma Inglés contiene el Acta de Constitución de la Organización de las Naciones Unidas, para la Educación, la Ciencia y la Cultura. En testimonio de lo cual, firma y sella el presente, en Lima, a 12 de setiembre de 1946,

*Ricardo Payal*  
Traductor Oficial.





M. 275

CONSTITUCION DE LA ORGANIZACION DE LAS NACIONES  
UNIDADES PARA LA EDUCACION, LA CIENCIA  
Y LA CULTURA

---

Londres, 16 de noviembre de 1945

---

Los Gobiernos de los Estados signatarios de esta Constitución, en nombre de sus pueblos, declararán :

que puesto que las guerras nacen en la mente de los hombres es en la mente de los hombres donde deben erigirse los baluartes de la paz;

que la incomprensión mutua de los pueblos ha sido, a través de la historia uno de los motivos de desconfianzas y de recelos entre las naciones, por lo cual sus desacuerdos han degenerado en guerra con demasiada frecuencia;

que la grande y terrible guerra que acaba de concluir fué posible por la negación de los principios democráticos de la dignidad, de la igualdad y del respeto del hombre y por la voluntad de sustituir tales principios, explotando los prejuicios y la ignorancia, con el dogma de la desigualdad de los hombres y de las razas;

que la dignidad del hombre al exigir la amplia difusión de la cultura y la educación de todos para la justicia, la libertad y la paz crea un deber sagrado que todas las naciones tienen que cumplir dentro de un espíritu de responsabilidad y de ayuda mutua;

que una paz fundada exclusivamente en los acuerdos políticos y económicos de los gobiernos, no podría obtener el apoyo unánime sincero y perdurable de los pueblos y que, por consecuencia, esa paz deberá basarse sobre la solidaridad intelectual y moral de la humanidad.

Por estas razones, los Estados signatarios de la presente Constitución, convencidos de la necesidad de asegurar a todos amplias e iguales oportunidades para la educación, la investigación sin restricciones de la verdad objetiva y el libre intercambio de ideas y de conocimientos, resuelvan desarrollar y multiplicar las relaciones entre sus pueblos a fin de que se comprendan mejor entre sí y de que adquieran un conocimiento más preciso y verdadero de sus respectivas vidas.

En consecuencia crean, por la presente, la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura, con el fin de alcanzar, mediante la cooperación de las naciones del mundo en los dominios de la educación, de la ciencia y de la cultura, los objetivos de paz internacional y de bienestar general de la humanidad para los cuales se ha establecido la Organización de las Naciones Unidas, y que su Carta proclama.



ARTICULO I

Finalidades y funciones

1. La finalidad de la Organización es contribuir a la paz y a la seguridad promoviendo la colaboración entre las naciones por medio de la educación, la ciencia y la cultura, a fin de asegurar el respeto universal de la justicia, de la ley, de los derechos humanos y de las libertades fundamentales para todos sin distinción de raza, sexo, lengua y religión, que la Carta de las Naciones Unidas reconoce a todos los pueblos del mundo.

2. Para realizar esta finalidad, la Organización:

- (a) promoverá el mejor conocimiento y la comprensión mutuos de las naciones prestando su colaboración a los órganos de información de las masas; para tal fin recomendará los acuerdos necesarios que estime convenientes para facilitar la libre circulación de las ideas por medio de la palabra y de la imagen;
- (b) dará nuevo y vigoroso impulso a la educación popular y a la difusión de la cultura:

colaborando con los Estados Miembros, a solicitud de éstos, en el desarrollo de sus actividades educativas;

instituyendo la cooperación entre las naciones para fomentar el ideal de una oportunidad de educación igual para todos, sin distinción de raza, sexo, ni de condición social o económica alguna;

sugiriendo los métodos educativos más convenientes para preparar a los niños del mundo entero para las responsabilidades involucradas en la libertad;

- (c) contribuirá a la conservación, al progreso y a la difusión del saber:

velando por la conservación y la protección del patrimonio universal de libros, obras de arte y monumentos históricos y científicos y recomendando a los pueblos interesados las convenciones internacionales que sean necesarias para tal fin;

impulsando la cooperación entre las naciones en todas las ramas de la actividad intelectual, incluyendo el intercambio internacional de representantes de la educación, de la ciencia y de la cultura, así como el intercambio de publicaciones, obras de arte, materiales de laboratorio y de cualquiera documentación útil al respecto;

facilitando, por métodos de cooperación internacional adecuados, el acceso de todos los pueblos a lo que cada uno de ellos publique.

3. Con el propósito de asegurar la independencia, la integridad y la diversidad fecunda de las culturas y de los sistemas educativos de los Estados Miembros de esta Organización, la misma prohíbe intervenir en los asuntos que competan esencialmente a la jurisdicción interior de aquellos.



ARTICULO II

Estados Miembros

1. Los Estados Miembros de la Organización de las Naciones Unidas poseen el derecho de formar parte de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura.

2. De acuerdo con los términos del convenio entre esta Organización y la Organización de las Naciones Unidas, aprobados de conformidad con el artículo X de la presente Constitución, los Estados que no sean miembros de la Organización de las Naciones Unidas podrán, previa recomendación del Consejo Ejecutivo, ser admitidos como miembros de esta Organización, por una mayoría de votos de las dos terceras partes de la Conferencia General.

3. Los Estados Miembros de la Organización que fueren suspendidos en el ejercicio de sus derechos y privilegios como miembros de la Organización de las Naciones Unidas serán, a solicitud de ésta, suspendidos de los derechos y privilegios inherentes a la calidad de miembros de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura.

4. Los Estados Miembros de la Organización cesarán ipso facto de ser miembros de ésta, si fueren excluidos de la Organización de las Naciones Unidas.

ARTICULO III

Organos.

La Organización comprenderá una Conferencia General, un Consejo Ejecutivo y una Secretaría.

ARTICULO IV

La Conferencia General.

A.- Composición.

1. La Conferencia General consistirá de los representantes de los Estados Miembros de esta Organización. El Gobierno de cada Estado Miembro nombrará no más de cinco delegados, quienes serán seleccionados después de consultar con la Comisión Nacional, si ésta existiere, o con las instituciones educativas, científicas y culturales.

B.- Funciones.

2. La Conferencia General determinará la política y los lineamientos generales de los trabajos de la Organización. Decidirá sobre los programas planeados por el Consejo Ejecutivo.

3. La Conferencia General, cuando lo juzgue conveniente, convocará conferencias internacionales sobre educación, ciencias, humanidades y difusión del saber.

4. La Conferencia General al adoptar proposiciones para ser sometidas a los Estados Miembros, distinguirá entre las recomendaciones y convenciones



internacionales que deban ser ratificadas por éstos. En el primer caso será suficiente una mayoría de votos; en el segundo se requerirán las dos terceras partes. Cada uno de los Estados Miembros someterá las recomendaciones o las convenciones a sus autoridades competentes dentro de un período de un año a partir de la fecha de clausura de la sesión de la Conferencia General en la cual hayan sido adoptadas.

5. La Conferencia General asesorará a la Organización de las Naciones Unidas en los asuntos educativos, científicos y culturales, concernientes a ésta última de conformidad con los términos y los procedimientos acordados entre las autoridades competentes de las dos Organizaciones.

6. La Conferencia General recibirá y considerará los informes sometidos periódicamente por los Estados miembros según lo indica el artículo VIII.

7. La Conferencia General elegirá a los Miembros del Consejo Ejecutivo y, a recomendación de éste, nombrará al Director General.

#### C.- Votación.

8. Cada Estado Miembro tendrá un voto en la Conferencia General. Las decisiones se tomarán por mayoría simple, excepto en los casos en que una mayoría de dos terceras partes sea requerida por las disposiciones de la presente Constitución. Por mayoría se entenderá la mayoría de los Miembros presentes y votantes.

#### D.- Procedimiento.

9. La Conferencia General se reunirá anualmente en sesión ordinaria; podrá reunirse en sesión extraordinaria cuando sea convocada por el Consejo Ejecutivo. En cada sesión la Conferencia General señalará el lugar de la próxima reunión, el cual cambiará cada año.

10. La Conferencia General elegirá en cada sesión a su Presidente y su Mesa Directiva, y adoptará su reglamento interior.

11. La Conferencia General creará comités especiales y técnicos así como los demás organismos subsidiarios que fueren necesarios para la realización de sus labores.

12. La Conferencia General, de acuerdo con las disposiciones de su reglamento interior, tomará las medidas necesarias para que el público pueda asistir a las deliberaciones.

#### E.- Observadores.

13. La Conferencia General, a recomendación del Consejo Ejecutivo, por una mayoría de dos terceras partes y de acuerdo con su reglamento interior, podrá invitar como observadores a ciertas sesiones de la Conferencia o de sus comisiones, a representantes de organizaciones internacionales, tales como las aludidas en el artículo XI, inciso 4.



ARTICULO V.

Consejo Ejecutivo.

A.- Composición.

1. El Consejo Ejecutivo estará formado por 18 miembros elegidos por la Conferencia General de entre los delegados designados por los Estados Miembros y por el Presidente de la Conferencia, quien actuará "ex officio" en calidad de consejero.

2. Para elegir a los miembros del Consejo Ejecutivo, la Conferencia General tratará de incluir personas competentes en artes, humanidades, ciencias, educación y en la difusión del pensamiento, y calificadas por su experiencia y su capacidad para cumplir las obligaciones administrativas y ejecutivas del Consejo. También tendrá en cuenta la diversidad de las culturas y una distribución geográfica equitativa. No más de un nacional de cada Estado Miembro servirá en el Consejo al mismo tiempo, con excepción del Presidente de la Conferencia.

3. Los miembros elegidos para el Consejo Ejecutivo estarán en funciones por un período de tres años, y podrán ser inmediatamente elegibles por un segundo período, pero no podrán servir consecutivamente por más de dos períodos. En la primera elección serán designados diez y ocho miembros, de los cuales una tercera parte se retirará al final del primer año y otra tercera parte al final del segundo año. El orden de retiro será determinado inmediatamente después de la elección por sorteo. En lo sucesivo serán elegidos seis miembros cada año.

4. En el caso de muerte o de renuncia de uno de los miembros, el Consejo Ejecutivo designará de entre los delegados de los Estados Miembros, un sustituto quien prestará sus servicios hasta la próxima sesión de la Conferencia General, la cual elegirá a un miembro por el resto del período.

B.- Funciones.

5. El Consejo Ejecutivo, actuando bajo la autoridad de la Conferencia General, será responsable ante ésta de la ejecución del programa adoptado por la Conferencia y preparará la agenda y el programa de trabajo, de las reuniones de la Conferencia.

6. El Consejo Ejecutivo recomendará a la Conferencia General la admisión de nuevos Miembros de la Organización.

7. A reserva de lo que decidiere la Conferencia General, el Consejo Ejecutivo adoptará sus propios reglamentos y elegirá a sus funcionarios de entre sus miembros.

8. El Consejo Ejecutivo se reunirá en sesiones ordinarias por lo menos dos veces al año y podrá reunirse en sesiones extraordinarias si fueren convocadas por su Presidente, a su propia iniciativa o a solicitud de seis miembros del Consejo.

9. El Presidente del Consejo Ejecutivo presentará a la Conferencia General, con observaciones o sin ellas, el informe anual del Director General sobre las actividades de la Organización, que habrá sido previamente sometido al Consejo.

10. El Consejo Ejecutivo tomará las disposiciones necesarias para consultar con representantes de las Organizaciones internacionales o personas



calificadas interesadas en los asuntos que estén dentro de su competencia.

11. Los miembros del Consejo Ejecutivo ejercerán los poderes delegados en ellos por la Conferencia General en nombre de la Conferencia misma y no como representantes de sus respectivos Gobiernos.

## ARTICULO VI

### Secretaría.

1. La Secretaría está formada por un Director General y el personal que sea necesario.

2. El Director General será propuesto por el Consejo Ejecutivo y nombrado por la Conferencia General por un período de seis años, bajo las condiciones que la Conferencia apruebe y podrá ser reelegido para un nuevo período. Será el jefe administrativo de la Organización.

3. El Director General o un delegado designado por él, participará, sin derecho a voto, en todas las reuniones de la Conferencia General, del Consejo Ejecutivo y de las comisiones de la Organización; y formulará proposiciones acerca de las medidas que deban tomar la Conferencia y el Consejo.

4. El Director General nombrará el personal de la Secretaría de acuerdo con el Estatuto de personal que apruebe la Conferencia General. Sujetos a la consideración primordial de asegurar las más altas normas de integridad, eficiencia y competencia técnica, los nombramientos de personal serán hechos sobre la más amplia base geográfica posible.

5. Las responsabilidades del Director General y del personal serán exclusivamente de carácter internacional. En el desempeño de sus funciones no solicitarán ni recibirán instrucciones de Gobierno alguno ni de ninguna autoridad extrana a la Organización. Se abstendrán de cualquiera acción que pueda comprometer su situación como funcionarios internacionales. Cada Estado Miembro de la Organización se obliga a respetar el carácter internacional de las funciones del Director General y del personal, y a no tratar de influir en el desempeño de sus labores.

6. Ninguna de las disposiciones de este artículo impedirá a la Organización para entrar en arreglos especiales con la Organización de las Naciones Unidas, para tener servicios y personal comunes y para el intercambio de personal.

## ARTICULO VII

### Comisiones nacionales de cooperación.

1. Cada Estado Miembro tomará las disposiciones apropiadas a su situación particular, con el objeto de asociar a la Organización, a los principales grupos nacionales que se interesen en los problemas de la educación, la investigación científica y la cultura, de preferencia constituyendo una Comisión Nacional en la que estén representados ampliamente el Gobierno y los grupos citados.



2. Las Comisiones Nacionales de Cooperación, cuando existan, actuarán como consejeras de las delegaciones de sus países respectivos a la Conferencia General y de sus Gobiernos, en asuntos relacionados con la Organización, y funcionarán como agencias de enlace en todos los asuntos que le interesen.

3. A solicitud de un Estado Miembro la Organización puede delegar, ya sea temporal o permanentemente, un miembro de su Secretaría, para servir en la Comisión Nacional de tal Estado, con objeto de ayudar al desarrollo del trabajo de ésta.

#### ARTICULO VIII

##### Informes de los Estados Miembros.

Cada Estado Miembro informará periódicamente a la Organización sobre las leyes, reglamentaciones y estadísticas relativas a su vida educativa, científica y cultural y sobre sus instituciones, así como de lo actuado en relación con las recomendaciones y convenciones a que se refiere el artículo IV, inciso 4.

#### ARTICULO IX

##### Presupuesto.

1. El presupuesto será administrado por la Organización.

2. La Conferencia General aprobará definitivamente el presupuesto y fijará la participación financiera de cada uno de los Estados Miembros de la Organización, con sujeción a los arreglos con las Naciones Unidas, en la forma que se estatuya en el convenio que se celebró conforme al artículo X.

3. El Director General, con la aprobación del Consejo Ejecutivo, puede recibir donaciones, legados y subvenciones directamente de los gobiernos, de instituciones públicas y privadas, de asociaciones y de particulares.

#### ARTICULO X

##### Relaciones con la Organización de las Naciones Unidas.

Esta Organización entrará en relaciones con la Organización de las Naciones Unidas, tan pronto como sea posible, como una de las instituciones especializadas a que se refiere el artículo 57 de la Carta de las Naciones Unidas. Esta relación se efectuará a través de un convenio con la Organización de las Naciones Unidas, de acuerdo con el artículo 63 de la Carta, convenio que quedará sujeto a la aprobación de la Conferencia General de esta Organización. El convenio proveerá lo necesario para obtener una efectiva cooperación entre las dos organizaciones en la prosecución de sus propósitos comunes y al mismo tiempo deberá reconocer la autonomía de esta Organización, dentro del campo de su competencia, según se demarca en esta Constitución. Tal convenio puede, entre otros asuntos, disponer la aprobación y financiamiento del presupuesto de la Organización, por la Asamblea General de las Naciones Unidas.



## ARTICULO XI

### Relaciones con otras organizaciones e instituciones internacionales especializadas.

1. Esta Organización puede cooperar con otras organizaciones e instituciones intergubernamentales especializadas cuyos intereses y actividades estén relacionados con los propósitos de ésta. Para tal fin, el Director General, actuando bajo la autoridad superior del Consejo Ejecutivo, puede establecer relaciones efectivas de trabajo con tales organizaciones e instituciones, y establecer las comisiones mixtas que sean necesarias para asegurar una cooperación eficaz. Cualquier arreglo formal celebrado con tales organizaciones o instituciones estará sujeto a la aprobación del Consejo Ejecutivo.

2. Siempre que la Conferencia General de esta Organización y las autoridades competentes de cualquiera otra organización o institución especializada intergubernamental, cuyas actividades y objetivos sean análogos a los de esta Organización, consideren deseable efectuar la transferencia de sus recursos y de sus actividades a esta Organización, el Director General, con la aprobación de la Conferencia, podrá entrar en arreglos mutuamente aceptables para este propósito.

3. Esta Organización puede ponerse de acuerdo con otras organizaciones intergubernamentales para una representación recíproca en sus reuniones.

4. La Organización para la Educación, la Ciencia y la Cultura de las Naciones Unidas puede hacer arreglos tendientes a facilitar las consultas y a asegurar la cooperación con las organizaciones internacionales no gubernamentales, interesadas en asuntos que estén dentro de su competencia, y puede invitarlas para tomar a su cargo tareas específicas. Tal cooperación puede también incluir una apropiada participación por representantes de tales organizaciones en las comisiones consultivas, formadas por la Conferencia General.

## ARTICULO XII

### Estatuto legal de la Organización.

Las disposiciones de los artículos 104 y 105 de la Carta de la Organización de las Naciones Unidas, referentes al estatuto legal de esa Organización, a sus privilegios y a sus inmunidades, se aplicarán en la misma forma a esta Organización.

## ARTICULO XIII

### Reformas.

1. Las proposiciones de reformas a la presente Constitución, se harán efectivas al recibir la aprobación de la Conferencia General, por una mayoría de las dos terceras partes, teniendo en cuenta, sin embargo, que aquellas reformas que signifiquen alteraciones fundamentales en los propósitos de la Organización, o nuevas obligaciones para los Estados Miembros, requerirán la aceptación subsiguiente de las



dos terceras partes de los Estados Miembros, antes de entrar en vigor. Los proyectos de las proposiciones de reforma tendrán que ser comunicados por el Director General a los Estados Miembros por lo menos seis meses antes de ser considerados por la Conferencia General.

2. La Conferencia General tendrá poderes para adoptar, por la mayoría de las dos terceras partes, el reglamento para aplicar las disposiciones del presente artículo.

#### ARTICULO XIV

##### Interpretación.

1. Los textos en francés e inglés de esta Constitución, tendrán la misma validez.

2. Todos los problemas y las diferencias que se suscitaren en relación con la presente Constitución serán sometidos para su resolución a la Corte Internacional de Justicia o a un tribunal de arbitraje, según lo determine la Conferencia General.

#### ARTICULO XV

##### Vigencia.

1. La presente Constitución estará sujeta a aceptación. Los instrumentos de aceptación serán depositados ante el Gobierno del Reino Unido.

2. La presente Constitución permanecerá abierta a la firma en los archivos del Gobierno del Reino Unido. Las firmas pueden tener lugar ya sea antes o después del depósito del instrumento de aceptación. Ninguna aceptación será válida a menos que sea precedida o seguida por la firma.

3. La presente Constitución entrará en vigor cuando haya sido aceptada por veinte de sus signatarios. Las aceptaciones subsecuentes tendrán efecto inmediatamente.

4. El Gobierno del Reino Unido informará a todos los Miembros de las Naciones Unidas del recibo de todos los instrumentos de aceptación y de la fecha en la cual esta Constitución entre en vigor de acuerdo con el párrafo que precede.

En fe de lo cual, los suscritos, legalmente autorizados para ese efecto, han firmado la presente Constitución en los idiomas inglés y francés, siendo ambos textos igualmente auténticos.

Hecha en Londres, el dieciseis de Noviembre de mil novecientos cuarenta y cinco, en un solo ejemplar en los dos idiomas, inglés y francés, copias del cual, debidamente certificadas, serán hechas llegar, por el Gobierno del Reino Unido, a los Gobiernos de cada uno de los Estados Miembros de las Naciones Unidas.